L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 1er MARS 1872. | 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 1er MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Pinsole J. Sparg, à 11 heures, à l'angle des rues Clay et Jefferson—le contenu d'un café, billards, installations, bail, etc.

Par Sears & Bro., à leur salle d'enchères, No. 16, rue de Chartres—literie, meubles et broquantes.

Par Hofman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—lingerie, "notions," articles de fantaisie, couteaux, etc.

Par D. E. Morphy—à onze heures, au magasin No 2 rue Tchoupitoulas, 300 barils de pommes de terre.

Pommes de terre. — Voir l'annonce de D. E. Morphy, encadrant.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos Reliures au "Picayune Printing Office," 112 et 114, rue d'Orléans. ☜

THÉATRES.

Aujourd'hui, Vendredi :

ACADÉMIE.—La Grande Duchesse.

ST. CHARLES.— Henri Dunbar or the Outcast.

VARIÉTÉS.—Divorce.

ODD FELLOWS.—Tom l'Aveugle.

Une Pétition au Congrès.

Pendant la crise révolutionnaire causée, au mois de janvier dernier, par la scission de la Législature, nous avons suggéré l'idée d'une pétition au Congrès afin de demander la reconstruction de notre gouvernement local, en vertu de la clause de la Constitution des Etats-Unis qui a été invoquée depuis cinq ans pour imposer au Sud le régime des carpet-baggers. Les raisons qu'on pouvait alors alléguer dans une pétition de ce genre, étaient d'autant plus puissantes qu'elles étaient tirées de faits actuels, palpés, constatés par l'intervention des troupes fédérales dans nos troubles locaux. Voici ce que nous écrivions à ce sujet le 18 janvier dernier :

"Avons-nous un gouvernement en Louisiane? Examinons.

"M. Warmoth est sous le coup d'un verdict d'accusation du grand jury de la paroisse Ascension, pour avoir fait mettre en liberté par la force un homme arrêté légalement en vertu d'un verdict d'une Cour de cette paroisse. Il s'est mis hors la loi en substituant sa volonté appuyée par la force brutale à celle de la Législature. Il a établi la terreur dans la ville et disperse les législateurs avec l'aide de sa police.

"Celui qui prétend être lieutenant-gouverneur, Pinchback, ancien pensionnaire de la maison de travail, est accusé de participation dans une tentative d'assassinat.

"Le président de la Chambre, M. Carter, que la Constitution appelle éventuellement à devenir gouverneur, est aussi, paraît-il d'une médiocre estime de ses adversaires, accusé de complicité dans un meurtre.

"La Législature n'existe pas, car depuis le 1er janvier, jour de l'ouverture de la session, le Sénat n'a jamais eu de quorum. La fraction achetée par Warmoth et qui reconnaît Pinchback comme son président ne peut prendre aucune disposition légale. L'autre fraction est absente de l'Etat.

"La Chambre, divisée en deux fractions aussi, ne peut également prendre aucune résolution légale, alors même qu'il y aurait un quorum d'un côté ou de l'autre, vu que le Sénat n'est pas en nombre. La fraction Warmoth de la Chambre est un corps révolutionnaire qui a procédé révolutionnairement à l'expulsion d'une douzaine de représentants.

"Ainsi, les trois premiers officiers, tous ceux-là coupables d'accusations, la Législature viciée et incomplète, et hors d'état de remédier à la situation, tel est le tableau de qu'on appelle le gouvernement de la Louisiane."

L'anarchie la plus complète a régné pendant près d'un mois en Louisiane, et cette circonstance ruinait singulièrement pour nous une nouvelle intervention du Congrès dans nos affaires, pour le cas où cette assemblée eût été disposée à renverser M. Warmoth. Mais notre suggestion en faveur d'une pétition dans ce sens, n'a pas abouti, à cause de la nomination d'un comité congressionnel d'enquête, et l'on sait comment M. Warmoth, ayant triomphé de ses adversaires, a réussi à rétablir l'ordre dans son gouvernement.

Nous avons donc, de nouveau, un gouvernement fonctionnant en apparence régulièrement; mais, si l'anarchie extérieure a disparu, la fraude, la vénalité, la corruption n'ont pas moins continué à entacher les actes de la Législature et de l'Exécutif, et le peuple de la Louisiane a toujours les mêmes griefs à faire valoir contre le joug autocratique auquel il est soumis.

Convient-il de présenter au Congrès nos griefs sous forme de pétition et de demander un soulagement à nos maux? Y a-t-il quelque chance de voir une pétition du peuple de la Louisiane recevoir de l'Assemblée nationale à Washington, l'attention qu'elle mériterait?

Tels sont les questions que soulève une proposition faite par un honorable citoyen dans les colonnes de notre confrère, le *Picayune*.

Les rapports du comité congressionnel ordonné par le Congrès sur le caractère du régime auquel la Louisiane a été soumise depuis trois ans. La preuve de nos griefs est déjà fournie, et la pétition pourrait les résumer simplement en se référant aux témoignages de l'enquête. Elle aurait ensuite à constater le fait que les réformes demandées à la Législature et promises par le gouverneur et ses adhérents, n'ont pas été accordées, et que, sous l'empire de la législation actuelle ou existence après ajournement de la Législature, les droits et les libertés du peuple restent à la merci du caprice du gouverneur ou à la discrétion de ses créatures.

Il serait certainement difficile de trouver dans l'histoire de cette république, une situation qui prête, mieux que celle de la Louisiane, à une pétition fortement motivée pour réclamer la restauration d'institutions véritablement républicaines.

Il se peut que le Congrès, divisé comme il est en trois partis distincts, ne nous accorde pas ce que nous lui demanderons. Mais l'occasion n'a jamais été plus favorable pour faire l'exposé de nos griefs et pour en appeler à la justice du pays tout entier des iniquités dont nous souffrons. Une pétition présentée en ce moment, viendra fortement appuyer le rapport du comité d'enquête. Elle aura un effet puissant sur l'opinion publique qui commence déjà à s'éclairer sur les affaires du Sud, et elle mettra les partis au Congrès, en demeure de se prononcer pour ou contre un acte de justice, qui ne laissera pas que d'avoir une certaine importance auprès des masses électorales, dans la campagne présidentielle.

Nous approuvons donc l'idée d'une pétition au Congrès et nous donnerons notre concours à tous qui prendront l'initiative du mouvement pour recueillir des signatures. La rédaction d'une pétition aussi importante devra être préparée avec le plus grand soin, et l'auteur de la proposition fera bien de provoquer la nomination d'un comité spécial qui sera chargé de rédiger le texte de ce document.

LA MORT DE M. SAGE.—Plusieurs personnes qui ont connu M. Sage au moment de son embarquement à bord du *Montebello*, pour le Havre, nous informent que, lors d'avoir réalisé aux Etats-Unis une petite fortune, il était, au contraire, depuis longtemps dans la misère. C'est après avoir vainement tenté de monter une fabrique d'albumerie qu'il s'est décidé à retourner en France, et il n'a pu le faire qu'avec l'aide de quelques personnes. La somme trouvée dans son porte-monnaie composait probablement tout son avoir. Il est donc peu probable qu'il ait été remboursé. Son compagnon, le voyant pauvre sans doute, caché d'être inquiété et aura disparu, ou bien si un crime a été commis avec le vol pour mobile, le coupable aura été désappointé, car il n'a certainement pas dû trouver une fortune dans la malle du pauvre Sage.

☞ Il est une chose qu'on ne saurait trop répéter, c'est que le Baume aux Noix Indiennes, de Lapince, calme l'asthme. Médicament le plus en vogue et le plus apprécié. Pourquoi donc se condamner à souffrir quand on a le remède sous la main. A vendre par H. Lapince, pharmacien, 25 et 26 Champs-Elysées, et dans les principales pharmacies.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînette. Elle se vend 40 Rue 107, de la rue du Canal

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE
DES RÉSIDENTS FRANÇAIS
DE LA LOUISIANE.

Avec le concours des amis de la France pour la libération du Territoire Français.

Nous avons continué à recevoir hier des souscriptions sur notre première liste que nous n'avons close qu'hier soir, avec un chiffre total de $6,713 69. Nous ouvrirons les nouvelles listes, ordinaire et mensuelle, délivrées par le comité, à partir de ce jour, 1er mars. Nous prions ceux des souscripteurs qui ne l'ont pas encore fait, de nous envoyer le montant de leurs contributions.

Notre liste, pour la journée d'hier, comprend d'assez nombreuses souscriptions, parmi lesquelles nous mentionnerons : celle de M. Eugène Prevost, ancien chef d'orchestre du théâtre de l'Opéra, celle de M. Lafèvre qui a souscrit $20 en or, renouvelable chaque année pendant l'expiration de la dette, celle du restaurant Victor, montant à $109.05, et dont on trouvera le détail plus bas. Plusieurs souscripteurs nous ont apporté leurs économies en monnaie d'argent; une de ces pièces est à l'effigie de l'Empereur Maximilien. Quelques uns des souscripteurs ont pris l'engagement de verser tant par mois, les uns pendant un an, d'autres pendant l'occupation.

Chacun souscrit suivant ses moyens et nous espérons que, maintenant, le nombre des souscriptions compensera les grosses contributions qui deviennent plus rares.

L'œuvre de la libération de la France a trop bien débuté à la Nouvelle-Orléans pour qu'elle s'arrête avant d'avoir entraîné dans le mouvement tous les Français qui ont conservé le culte de la Patrie et les nombreux amis que la France compte en Louisiane.

Le trésorier a commencé, hier, à distribuer des listes; nous publierons, dans un de nos prochains numéros, les adresses des personnes qui ont bien voulu se charger de recueillir des souscriptions.

La lettre suivante accompagnait l'une des souscriptions que nous avons reçues hier :

Nlle-Orléans, 29 février 1872.

Messieurs les éditeurs de l'*Abeille*,

Messieurs.

Trop heureux de pouvoir joindre mes faibles efforts aux vôtres et à ceux de mes compatriotes pour aider à la libération du territoire français, je vous prie de bien vouloir m'inscrire sur votre liste pour trente piastres.

Veuillez, je vous prie, messieurs les éditeurs, trouver ci-inclus un chèque pour la susdite somme, et me pardonner la liberté que je prends de vous écrire.

Agréez, messieurs, l'assurance de mon profond respect.

F. RANDON.

Souscriptions recueillies au bureau de l'Abeille.

SEPTIÈME JOURNÉE.

26 février 1872.

Ernest Haistre	$ 10 00
Bernard Easterradès	10 00
Louis Lods	3 00
R. Blondeau, $3 par mois pendant l'occupation plus	5 00
Eugène Prévost	20 00
F. Randon	30 00
Joseph T. D. Lefèvre, 7 rue Ste-Anne, $20 par an, jusqu'à l'extinction de la dette, ou or	20 00
Bernard Abadie, 6 rue Ste-Anne, mensuellement pendant un an	1 00
Mme R. Blondeau, ou argent	2 00
Eugène Lacoste, ou argent	1 00
Mlle Ernestine Kerker	1 00
L. Ladre, $1 par mois plus	5 00
Joseph Lods, $1 par mois	5 00
R. Ch. Raymond Sirgo	10 00
Mme Babet, en argent	1 00
Emile Babet, en argent	1 00
Léonie Babet, en argent	1 00
Restaurant Victor.	
Jules Martin	$ 25 00
Léon Martin	25 00
Joseph Augustin	10 00
Louis Pb Callu	10 00
V. B.	5 00
V. B.	5 00
Fritz Brechtel	5 05
Clément Lamas	5 00
Ferreol Michotet	5 00
Léon Debos	5 00
Cadet Buffalan	5 00
Paul Faucon	2 00
Ensemble	192 05
Total	326 05
Montant des premières listes	6,463 00
Total des sept journées	$6,713 05

CHRONIQUE LOCALE.

PUBLICATION NOUVELLE.— Nous avons reçu le dernier numéro de M. Chas. Gayarré, et ce n'est pas, par le moins remarquable. Sous le nom de Fernando de Lemos, l'auteur met en scène les principaux événements de sa vie, et trouve ainsi l'occasion de produire un nombre infini d'idées justes et de réflexions profondes. Mais ces réflexions ne ralentissent pas la narration qui est toujours intéressante et quelquefois dramatique. Jusqu'à présent, M. Gayarré nous était connu comme un historien grave, sérieux, austère, ne sacrifiant aucune vérité à l'envie de produire un effet sur l'esprit du lecteur, mais dans Fernando de Lemos, l'auteur se révèle sous un jour nouveau. Il nous apparaît comme un écrivain brillant, d'une imagination féconde et riche et d'un style coloré, bien que toujours correct, pur et châtié.

Nous ne voulons pas cependant qu'on infère de ces lignes que Fernando de Lemos est un roman de fantaisie, conçu par M. Gayarré pour faire ressortir les qualités de style qui le distinguent. L'auteur a un plus grand but; il a voulu instruire en même temps qu'intéresser, et nous pouvons dire qu'il a réussi dans toute la force du terme. Ou nous nous trompons fort ou ce livre sera bientôt dans les mains de tout Louisianais qui aime encore assez ce pays pour être sensible aux œuvres littéraires d'un homme qui l'honore. Fernando de Lemos se vend chez Kain & Co, successeurs d'Albert Eyrich, rue du Canal, 130.

DIFFICULTÉ PERSONNELLE A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—Quand le bill relatif à la Compagnie du Canal du Mississippi a été soumis à la Chambre, hier soir, M. Monceure, qui avait déjà fait observer, en vain, que les membres ne connaissaient pas ce bill, est allé au bureau du secrétaire, pour y prendre une copie et l'examiner.

Pendant qu'il faisait cette revue, il a été interpellé par M. Carr pour savoir ce qu'il en pensait, et il a répondu qu'il n'avait pas encore eu la chance de lire le bill. Carr a voulu alors lui donner une version de cette affaire, et dans le cours de la conversation, il y a eu un officier d'Etat qui a cru que M. Monceure a regardée comme offensante, et sur ce il a frappé M. Carr à la figure.

M. Carr riposte, et les deux membres avaient échangé quelques horions, quand les officiers de la Chambre s'étaient sur la plaisanterie et se mêlèrent entre les combattants. Il y eu, pendant un moment, une excitation considérable; plusieurs représentants ayant l'air de croire qu'une bataille générale allait s'engager, ont tiré leurs revolvers. On est parvenu, cependant, mais non sans peine, à éloigner M. Monceure.

Il est resté rien passé de plus dans la soirée, de relatif à cette affaire. Seulement l'orateur Brewster avait eu le soin d'appeler tout d'abord toute force convenable de police qui a fait évacuer les couloirs. En sorte que l'ajournement *sine die* a été prononcé en l'absence du public.

L'INCENDIE D'HIER MATIN.—Le feu, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, a pris à la maison No 166 de la rue du Canal, entre les rues Dryades et Béranne, a été totalement détruite avec le numéro attenant 164 et le numéro suivant 163.

Les étages supérieurs des Nos 164 et 166 étaient occupés par MM. Wagner et Meyer, comme dépôt de glaces et de tableaux. Ces messieurs occupaient aussi le premier et le second étage du numéro 164. Le second étage du numéro 164 était occupé par le Collège Commercial Dolbear et le rez-de-chaussée par M. Ernest Pragst comme magasin de marchandises sèches.

Le rez-de chaussée du No 162 était occupé par M. E. Liberman comme magasin de marchandises sèches et le second et le troisième étage par Mlle Talbot, comme maison de pension.

Ces trois propriétés appartenaient à M. Hasse. Elles ont subi un dommage qu'on évalue à $60,000, couvert par des assurances prises dans divers bureaux.

La perte de MM. Wagner et Meyer s'élève à $40,000, avec une assurance qui la couvre. Celle de M. Pragst est de $15,000 et du professeur Dolbear d'environ $10,000. Ces messieurs ont aussi des assurances.

Mlle Talbot perd $1500 en meubles et tapis, sans assurance, et M. Liberman perd environ $12,000, n'ayant pour couvrir ce dommage qu'une assurance de $2000, à répartir entre plusieurs compagnies.

On croit que l'incendie est dû à la malveillance de quelque personne. Il y avait dimanche dernier, dans la maison, un étranger de la partie qui en tout ne sera pas au-dessous de 120,000 à 140,000 piastres.

BILLETS DE LOTERIE.— Plusieurs personnes ont été arrêtées hier pour vente de billets de loterie. Il y a eu, aussi, beaucoup de ces billets saisis et déclarés sans caution.

VOLS.—Granville Dupuyet a été arrêté hier, sur la levée, par l'agent de police d'arrondissement Lafitte, sous la prévention d'avoir volé une montre et une chaîne d'or appartenant à M. Gaudet.

Hier matin, vers 6 heures, la police a appris au poste de police du marché Bienville que le nommé Jacob Bohler, rue Dryades 144, venait d'être volé. Il s'est rendu chez lui et a trouvé la porte forcée, et le butin emporté est évalué à $200.

TEMPÉRATURE.—C. Debaenst, opticien, 28 février. Fahrenheit | Centigr.

6 heures A. M.	52°	12°
Midi	67°	19°
3 p. m.	72°	22°
6 heures P. M.	65°	18°

THÉATRE DE L'OPÉRA. — On annonce pour demain la reprise de *La Favorite*, grand opéra de Donnetti, avec la distribution suivante : Léonor, Mlle Gaudiani; Ferrand, M. Delabranche; Alphonse, M. Demestre; Balthazar, M. Coulon.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.— Aujourd'hui vendredi, Bénéfice de Mlle Aimée. *La Grande Duchesse*, opéra bouffe d'Offenbach. Cette représentation de *La Grande Duchesse* est, nous dit-on, la dernière.

Demain, samedi, matinée à midi : *La Périchole*. —Représentation du soir, *Barbe-Bleue*.

SOCIÉTÉ DE MUSIQUE CLASSIQUE.— Cette Société donnera, dimanche prochain, 3 mars, à 1 heure précise, au théâtre National, une de ses intéressantes séances à grand orchestre, sous la direction de M. G. Colligneau. Le programme, que l'on trouvera dans une autre colonne, comprend l'exécution de deux ouvertures (*Ruy Blas* et *Guillaume Tell*), de la symphonie héroïque de Beethoven et de l'andante de la symphonie en ré de Schubert. Ce programme en dit assez pour les amateurs de musique sérieuse et grandiose.

CONCERTS DE BLIND TOM. — Le jeune pianiste nègre aveugle, "Blind Tom", continue à émerveiller, tous les soirs, ses auditeurs, à la salle des Odd-Fellows, en exécutant avec une rare précision les airs les plus variés. Doué d'une organisation musicale rare, ce jeune garçon a une mémoire extraordinaire qui lui permet de répéter instantanément un air qu'il vient d'entendre pour la première fois. La liste des morceaux qu'il joue instantanément de mémoire, ne comprend pas moins de cinquante solos, fantaisies, airs, marches, imitations. Les concerts de Tom ont lieu tous les soirs à la salle des Odd-Fellows. Tom donnera aussi une matinée samedi à midi.

FOIRE AU PROFIT DES ORPHELINS.—Une grande foire doit être tenue à la salle des Odd-Fellows, sous la direction des sœurs de St. Joseph, au profit des orphelins et des jeunes filles malheureuses. Pour la première soirée de la foire, Mlle Térrèse Cannon a organisé, avec le concours de plusieurs dames et messieurs, un grand concert. Les Sœurs de St. Joseph obtiendront, nous n'en doutons pas, la coopération des personnes charitables pour leur louable entreprise.

ARRIVÉE DU LULU D.—Le steamer *Lulu D.* est arrivé hier soir des Attakapas et repartira demain, samedi, 2 mars, à 5 heures de l'après-midi.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre sans faire un examen attentif de la machine "Domestic." 107 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

Législature de la Louisiane.

Séance du 26 février.

SÉNAT.—La séance est ouverte à 11 heures.

Le Sénat vote les fois suivantes :

Satisfait au bill des impressions publiques.

Les incorporant la paroisse de Macon.

Loi autorisant les paroisses à décrire des actions du chemin de fer et autres entreprises d'utilité publique.

Loi pour venir au secours des vétérans de 1861 à 1815.

Loi pour secourir des personnes pauvres dans plusieurs paroisses de l'Etat.

Loi d'incorporation du chemin de fer de Mouries, Bayou et Atchafalaya. Le capital de cette compagnie est de $1,000,000 divisé en 10,000 actions de $100.

Loi pour légaliser la répartition de certaines taxes dans la Cinquième District de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Loi d'incorporation de la compagnie de transports par chemin de fer à traction de chevaux, de la Rivière Rouge et Natchitoches.

Loi relative au drainage de certains terrains marécageux de la paroisse d'Ibérie.

Loi pour définir les fonctions et attributions de l'auditeur des comptes publics et autres officiers auxiliaires de l'auditeur du gouverneur, d'avocat général, d'avocat de district, et définir la juridiction des Cours de l'Etat dans certains cas.

Le Sénat refuse la suspension des règlements requise en faveur de la loi de consolidation des dettes de la ville.

Sont adoptées les lois suivantes :

Loi d'incorporation de la Compagnie du Chemin de fer de Springfield et Bend River.

Loi autorisant les jurys de police des paroisses Ste-Marie et Terrebonne à émettre des bons.

Loi autorisant la Compagnie du Canal de Navigation du Mississippi et du Golfe du Mexique à rendre ses actes à l'Etat.

La loi du revenu, après avoir été amendée, est adressée à la Chambre, qui doit l'informer le Sénat qu'elle accepte les amendements.

La séance est levée.

Séance du soir.—Le bill de consolidation passe finalement par un vote des quatre cinquièmes.

Le bill, pour punir la corruption, présenté par M. Ray, est adopté et envoyé à la Chambre.

Le Sénat alors suspend la séance jusqu'à 10 heures et demie.

A la reprise de la séance, le Sénat s'ajourne *sine die*.

CHAMBRE.—La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence de M. Brewster.

Le comité chargé d'examiner les accusations portées contre l'hon. James M. Thompson, représentant de la Paroisse de Lafayette, présente un rapport dont les conclusions exonèrent complètement le dit M. Thompson de tous les chefs. Ce rapport est signé : J. C. Moncure, Harry Lott, W. H. Waters.

La loi d'appropriations générales déjà votée par le Sénat est adoptée.

Une loi ouvrant un crédit supplémentaire de $75,000 pour dépenses afférentes aux deux Assemblées, est adoptée.

Pendant la discussion de cette loi, M. Worrall s'adresse au speaker. Il désire savoir, dit-il, de quel droit le gouverneur est dans l'enceinte de la Chambre cherchant à influencer le vote de certains membres. Au moment où M. Worrall parle, on voit, en effet, le gouverneur qui, depuis le commencement de la discussion de la loi, se tient dans l'embrasure de la porte, sur le côté droit du bureau du speaker, causant sur le même ton malgré le bruit que font les représentants. Quand le silence est rétabli, M. Worrall répète sa question.

Le président : Si le préopinant veut prendre la peine de lire l'article des règlements, il y verra que tout officier d'Etat est droit de se tenir dans l'enceinte de l'Assemblée.

M. Worrall—Non pas pour y intriguer, j'imagine.

La Chambre adopte une résolution disposant que les membres de l'Assemblée auront pendant l'intervalle législatif, recevront le *mileage* et le *per diem* pour toute la session.

Le bill des impressions publiques, déjà voté par le Sénat, passe sans amendement.

Le gouverneur quitte la Chambre malgré l'opposition de MM. Thompson et Moncure, et, au milieu d'une grande agitation, la loi de la Compagnie des Waterworks est déclarée votée.

M. Thompson proteste contre le vote de cette loi, qui n'a pas subi les trois lectures constitutionnelles. Le vote est illégal, dit-il. Le speaker réplique qu'il a fait son devoir et que les choses se sont faites régulièrement.

La séance est levée.

Séance du soir.—La séance est ouverte à 7 heures et demie, suspendue à 8 et reprise à 10. La confusion est telle qu'il est impossible de savoir au juste quelles sont les lois votées.

Cependant nous pouvons noter comme adoptée une loi très importante ayant pour objet de réduire la dette de l'Etat en annulant les certificats émis en faveur de la compagnie du canal de navigation du Mississippi et du Golfe du Mexique.

D'après les dispositions de cette loi, la Cour suprême retournerait à l'Etat les bonds qu'elle en a reçus et recevrait en échange l'endossement de l'Etat pour des bills hypothécaires à émettre par la dite Compagnie dans la proportion suivante. Pour chaque bon de $100, l'Etat endosserait un bill hypothécaire de $150. Le total des bons émis est de $250,000. L'Etat devrait donc endosser pour $375,000.

La Chambre adopte une résolution déférée vers le bureau des finances, pour augmenter de taxes à répartir les warrants d'Etat pour les contributions des années 1868, 69, 70 et 71.

Plusieurs bills sont votés au milieu d'un désordre tel, qu'il est impossible d'avoir aucune connaissance de leur objet.

Le bill relatif à la Cour suprême est définitivement adopté.

— M. Labuzé, Fusion, qui, en place l'hon. Lemonnier, membre de M. Jules Bernard, vient de prêter le serment d'office, a fait savoir à la presse qu'il y aurait un bill à introduire, auquel il avait été personnellement intéressé, pour avoir été nommé par Warmoth, et à la confection duquel il avait contribué. Ce bill, dit-il, est celui qui a trait à la Compagnie du Canal du Mississippi.

Hier matin, vers 6 heures, la police a appris au poste de police du marché Bienville que le nommé Jacob Bohler, rue Dryades 144, venait d'être volé. Il s'est rendu chez lui et a trouvé la porte forcée, et le butin emporté est évalué à $200.

TEMPÉRATURE.—C. Debaenst, opticien, 28 février.

	Fahrenheit	Centigr.
6 heures A. M.	52°	12°
Midi	67°	19°
3 p. m.	72°	22°
6 heures P. M.	65°	18°

PAR LE TELEGRAPHE.

M. Thiers a offert au Pape l'hospitalité de la France.

L'Autriche lui a fait offrir le château de Salzbourg.

Le comte de Chambord réside à La Haye provisoirement.

Le comité sur la capitulation des forteresses française.

La rebélion de Metz est évoquée de nouveau.

L'affaire du coup de pistolet contre la reine Victoria.

Le pistolet n'était pas chargé.

Détails donnés au Parlement.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Londres, 29—Le *Times* dit que l'Angleterre peut ne rien payer si ce n'est ce qui est requis conformément à la décision du tribunal arbitral de Genève. L'Angleterre n'a jamais pensé à payer rien en dehors du traité. Si le traité ne vaut rien, c'est la faute du gouvernement américain.

Un mécontent a tiré un coup de pistolet sur la reine Victoria, aujourd'hui, pendant qu'elle passait à Constitution Hill. Le coup n'a fait aucun mal. L'assassin a été arrêté.

L'encaisse de la banque d'Angleterre a diminué de £144,000.

Paris, 29—On rapporte que le président Thiers a offert de nouveau au Pape, l'hospitalité de la France et l'Autriche lui offre le château de Salzbourg pour sa résidence.

Rome, 29—Le général Magnoni, ministre de la guerre, a invité la Chambre des Députés à voter une allocation de 19,000 livres pour l'instruction pratique de l'armée et pour la construction de théâtres pour recevoir les troupes.

Garibaldi publie un démenti aux bruits qui l'accusent d'être comme Bilio à la Société Internationale. Il dit qu'il est étranger à cette société.

Londres, 29—Un arrivage de la Moravie apporte des Tuileries et de la République, qui avait été emprisonné pour malfaisance, s'est évadé.

Paris, 29—Le *Rappel*, dont la publication avait été suspendue il y a quelque temps, reparaît.

Le comte de Chambord a pris des arrangements pour une résidence temporaire à La Haye.

Paris, 29—Le comité de l'Assemblée nationale chargé d'examiner encore les propositions relatives à la paix définitive, a décidé de faire rapport à l'Assemblée que le général Farre soit nommé ambassadeur auprès de l'Empereur Guillaume. Une délégation de huit membres, dont fait partie Thiers, arrivera à Paris se rendant à Versailles, où elle fera connaître notre ratification définitive du traité de paix.

Le bruit court que le rapport définitif de la commission du budget, qui sera présenté à l'Assemblée nationale, demandera l'ajournement indéfini du bill permettant aux personnes accusées de trahison de voter pour les conseils.

Le *Français* dit que les élections de district du Sud prendront que l'adoption du bill serait d'un grand avantage pour certains hommes qu'on dirait sur le point de juger.

M. Hamlin s'est opposé à un ajournement. Il veut que le bill va prendre rang dans la liste générale.

Le bill élevant des obstacles contre les fraudes électorales dans certaines voudrait pour faire face aux dépenses de l'occupation, est remis sur la table pour être considéré avec la publication de ses amendements.

—C'est aujourd'hui que M. Rivals invitera, dont la police de Paris a été si longtemps à la recherche, doit paraître devant le conseil de guerre pour se rendre à Clermont-Ferrand.

Dépêche hier à trois heures P. M. Ajax de quatre vingts mains, MARIE, Bordeaux, à Millaudon & Fenno pour compte de qui de droit.

Dépêche hier à 10 heures, HOWELL BOURGEOIS, capitaine J. S. DUNN, de Mobile à Charleston pour ordre. Consignée à M. Richard Lewis, agent de la ligne Mobile et Charleston. Lewis qui est absent de la ville, a laissé ses instructions à son commis, M. Richard, qui a reçu la dépêche ci-dessus. Le capitaine Dunn est prié de s'adresser à M. Richard pour toutes les instructions qu'il désirera. Lewis & Carvalho.

ENTREPOT DE TAPIS ET DE RIDEAUX,

17.....CHARTRES.....17

A. BROUSSEAU & CO.

IMPORTATEURS et manufacturiers, en gros et en détail, de

TAPIS, TENTURES et ameublements, Toiles cirées, toile cirée de table et couvertures, Nattes, Paillassons, Couvertures de laine, Couvertures de coton, Couvertures de Lit, Couvertures de piano, Toiles à matelas et à sommiers, Crin, Coutil, Matelas de toutes sortes, Couvertures d'autruche, etc., etc.

A. BROUSSEAU & CO.

NOTRE NOUVELLE

MACHINE A COUDRE

—DE—

WHEELER & WILSON.

Fixé de son nouveau magasin, 107 rue CANAL, UNION BUILDING, au coin de la rue Carondelet. Les plus grands perfectionnements ont été faits à cette machine célèbre. Le prix d'achat de cette machine est maintenant réduit à $50 en espèces. Elle est toujours supérieure à toutes les autres machines à coudre.

PRIX SANS PRÉCÉDENT

$50 en espèces.

20 déc—3me PP

Société de Musique Classique.

DIMANCHE 3 mars, à 1 heure précise,

Quatrième séance et grand orchestre, sous la direction de

M. G. COLLIGNEAU.

PROGRAMME :

Ouverture de Ruy Blas.....Mendelssohn.
Symphonie héroïque.....Beethoven.
Andante (arrangé pour ce soir).....F. Schubert.
Ouverture de Guillaume Tell.....Rossini.
1er mars—2t

Changement de local.

Le Collège Commercial de Dolbear a été transféré aux

Nos 159 et 161 RATTEUSE-STREET,

de la rue du Canal.

RUFUS DOLBEAR,
1er mars—1t Président.

Avis.

LES personnes qui désirent souscrire aux actions de la Compagnie du Canal de Navigation du Mississippi et du Golfe du Mexique, sont informées que le bureau de souscription, SAMEDI SOIR 2 MARS, à 3 heures de l'après-midi, dans la salle du Conseil, au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans.

Les actions sont de $100 chacune, et les personnes désirant souscrire à la Compagnie ou à cette émission, sont priées de se présenter à l'heure indiquée ci-dessus.

Les actions ne seront émises que jusqu'à concurrence de $1,000,000, et les souscriptions seront reçues dans l'ordre de leur présentation.

Les actions ne seront délivrées que lorsque le gouvernement aura reçu les bonds et les bills hypothécaires de la Compagnie, et que le gouvernement aura donné son endossement.

Les actions seront payables comme suit : 10 pour cent à la souscription, 10 pour cent à la délivrance des certificats provisoires, et 10 pour cent par mois jusqu'à ce que le montant soit payé.

Les actions de chaque souscription ne pourront être émises que lorsque le montant de la souscription aura été